



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE INDIENNE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE D'IRAN

Olivier DA LAGE

Ancien correspondant de RFI, expert de l'Inde et du
Moyen-Orient

Mai 2026

L'autonomie stratégique indienne à l'épreuve de la guerre d'Iran

Olivier Da Lage, chercheur-associé à la FMES

Comme bien d'autres nations, l'Inde a été prise de court par l'offensive israélo-américaine contre l'Iran déclenchée le 28 février 2026, mais sa vulnérabilité aux événements survenus dans le Golfe arabo-persique est bien supérieure à celle de la majorité des États de la planète. Cette crise constitue un test grandeur nature pour la doctrine indienne du « multi-alignement », fondée sur la capacité à entretenir simultanément des relations fonctionnelles avec des acteurs antagonistes.

La sécurité des émigrés reste un axe central de la politique étrangère indienne, tout particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi en 2014 qui, lors de chacun de ses voyages (et il en a effectué de nombreux dans les pays du Golfe) veille à rencontrer des représentants de la diaspora, comme lors de son premier voyage aux Émirats arabes unis en août 2015 lorsqu'il a réuni 50 000 compatriotes au stade de cricket de Dubaï.

Le sort de la diaspora indienne dans le Golfe

L'éclatement du conflit en Iran a immédiatement évoqué pour les Indiens deux crises précédentes dans cette même région : après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, le gouvernement avait rapatrié 170 000 de ses ressortissants et en 2015, 6 688 personnes (dont 4 741 Indiens) avaient été évacuées du Yémen en proie à la guerre civile (Opération Rahat). L'opération de rapatriement déclenchée depuis le 28 février dernier est encore plus impressionnante et se déroule essentiellement via des vols commerciaux : du 1^{er} mars au 2 avril, ce sont 624 000 citoyens qui ont été évacués de la Péninsule arabique, avec deux soucis : leur réinsertion si les hostilités se prolongent et la fin des transferts financiers de ces rapatriés. Environ 9 millions de ressortissants indiens vivent et travaillent dans les monarchies de la Péninsule arabique, surtout en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis et leurs transferts financiers (50 milliards de dollars chaque année) représentent 40 % des transferts de la diaspora indienne vers la mère patrie. Ce sont surtout les États du Kerala, d'Uttar Pradesh et du Rajasthan qui fournissent le gros des travailleurs émigrés dans la Péninsule, et qui risquent d'être affectés par une baisse de revenus.

Menace sur les approvisionnements énergétiques

Pour la population indienne, les conséquences ont tôt fait d'être perceptibles : l'Inde, troisième importateur mondial de pétrole, dépend en effet fortement des hydrocarbures du Golfe : avant le 28 février, de l'ordre de 3 millions de barils par jour destinés au pays transitaient par le détroit d'Ormuz. Le pétrole du Golfe représentait près de la moitié de la consommation nationale mais la dépendance était bien plus forte en ce qui concerne le gaz liquide (environ 60 % des besoins en GNL et GPL étaient assurés par des importations des pays du Golfe, principalement le Qatar), mais aussi les engrais (60 % des importations d'urée et près de 80 % d'ammoniac

provenaient du Golfe). Quant au pétrole russe, acheté à prix sacrifiés et qui a représenté jusqu'à 40 % des importations jusqu'à ce que, sous pression américaine, sa part soit réduite à quelques pourcents, il est à nouveau massivement acheté par l'Inde qui en a reçu « l'autorisation » de l'administration américaine, mais désormais aux prix du marché. Avant l'éclatement de la guerre, les réserves stratégiques étaient évaluées à deux mois de consommation normale¹.

Près de trois semaines après le début des hostilités, de nombreux restaurants réduisaient leur activité et certains fermaient purement et simplement, faute de disposer d'approvisionnement en gaz pour la cuisson des plats. Le prix de la bonbonne de gaz, élément essentiel dans toute cuisine en Inde, a pratiquement doublé en plusieurs fois entre la fin février et le début avril, devenant inabordable pour les couches les plus défavorisées qui ont dû recourir au bois, et de nombreux immigrés de l'intérieur travaillant dans les métropoles qui sont retournés « au village », faute de pouvoir faire face à l'inflation alimentaire et à la pénurie de gaz.

Plus généralement, la croissance indienne devrait subir le contrecoup de ces vents contraires : elle est pour l'heure estimée par le FMI à 6,5 % pour 2026, ce qui dénote une certaine résilience, mais la durée du conflit et son impact à moyen terme ne pouvait être raisonnablement connus à la date de la publication de ces estimations. De son côté, la Banque mondiale estime que le conflit pénalise la croissance indienne de 0,6 % de point de pourcentage par rapport à ce qu'elle aurait été en son absence². En outre, la roupie, qui avait déjà perdu 6,5 % de sa valeur face au dollar en 2025, a décroché de 4 % supplémentaires entre le 28 février et début mai 2026, renchérissant d'autant le coût des importations, sans que les exportations en bénéficient réellement, compte tenu de l'environnement géopolitique.

Un coup dur pour la diplomatie indienne

Deux jours avant le déclenchement de l'attaque israélo-américaine, le premier ministre indien était en visite officielle en Israël où il a été reçu à la Knesset, exprimant devant les parlementaires son soutien à l'État hébreu, assurant notamment que « L'Inde se tient fermement aux côtés d'Israël, avec une conviction totale ». Lorsque débutent les bombardements, l'Inde reste silencieuse, le ministère des relations extérieures se contentant d'exprimer sa « profonde préoccupation » dans la soirée du 28 février. En revanche, après la riposte iranienne frappant Israël et les Émirats arabes unis dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars, Narendra Modi téléphone à Benjamin Netanyahu et à Mohammed ben Zayed pour leur apporter son soutien et ne fait aucun commentaire à l'annonce de la mort de l'ayatollah Khamenei tué dans les bombardements. Ce n'est que douze jours plus tard qu'a lieu le premier contact bilatéral au plus haut niveau lors d'une conversation téléphonique entre Modi et le président iranien Pezeshkian, largement consacrée aux préoccupations indiennes quant à la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz, New Delhi se gardant bien de condamner les frappes sur l'Iran, tout en appelant à une solution diplomatique.

¹ L'Agence internationale de l'énergie (AIE) recommande aux États de conserver en permanence trois mois de consommation d'hydrocarbures.

² World Bank Group, *India development Update*, avril 2026.



Les liens se distendent avec Téhéran

Jusqu'alors, l'Inde avait réussi à conserver une forme d'équilibre lui permettant d'avoir de bonnes relations avec tous les pays de la région, en dépit de l'hostilité les opposant entre eux, malgré un rapprochement sensible avec Israël depuis une dizaine d'années. Néanmoins, l'Union indienne avait continué d'importer du brut iranien jusqu'à ce que la première administration Trump mette fin à la dérogation aux sanctions américaines en 2019, contraignant New Delhi à interrompre toutes ses importations de pétrole iranien. De même, le port iranien de Chabahar, qui concurrence le port pakistanais de Gwadar en mer d'Arabie, a été développé par l'Inde qui y a investi 370 millions de dollars depuis 2016, dont plus de 120 millions engagés dans les infrastructures portuaires. Ce projet, vital pour le gouvernement de Delhi, permettait d'assurer une liaison ferroviaire et terrestre avec l'Asie centrale, la route du Pakistan étant fermée à l'Inde. Mais Washington a mis fin le 26 avril 2026 à la dérogation qui permettait aux Indiens d'opérer en Iran malgré les sanctions et ces derniers ont été contraints de se retirer du projet. Il est frappant que le gouvernement nationaliste hindou de Narendra Modi ait préservé de bonnes relations avec la République islamique d'Iran en dépit du fait que les idéologies des deux régimes sont opposées. Le net penchant indien en faveur d'Israël et des EAU n'est évidemment pas passé inaperçu à Téhéran. Il en va de même de la réticence de New Delhi à contrarier Washington, qui l'a contrainte à stopper ses achats de brut iranien, ou encore de l'absence de condoléances officielles après la mort de Khamenei. De fait, tout se passe comme si, confrontée à un choix cornélien que lui imposent les États-Unis, l'Inde était contrainte de reléguer au second plan sa relation historique avec l'Iran.

New Delhi piégée par les divisions au sein du CCG

L'une des priorités du premier ministre indien, après son arrivée au pouvoir en 2014, a été de consolider les liens avec les monarchies de la Péninsule arabique dans lesquelles il s'est rendu dix-huit fois depuis 2014. Aux objectifs traditionnels – garantir la sécurité des 9 millions d'immigrés indiens répartis dans ces six monarchies³ et l'approvisionnement en hydrocarbures –, Narendra Modi a ajouté un appel à investir dans son pays pour développer la production locale (campagne *Make in India*), en vue d'une coopération dans les nouvelles technologies de l'information avec un accent mis sur la connectivité physique et numérique entre l'Inde et les pays du Golfe et la marginalisation du Pakistan, longtemps très proche des pétromonarchies. Quatre jours seulement avant les frappes contre l'Iran, New Delhi et les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont officiellement lancé des négociations pour un accord de libre-échange, interrompues après l'éclatement des combats.

Les autorités indiennes, qui se voient comme un « fournisseur net de sécurité » dans la région de l'Océan indien, n'ont pu qu'assister, impuissantes, à la prolongation des affrontements et à leur extension à l'économie mondiale dont celle de leur pays. Si aucune déclaration officielle n'est venue commenter le torpillage début mars par un sous-marin américain de la frégate iranienne *IRIS Dena* qui venait tout juste de participer à des exercices navals à l'invitation de la marine indienne, un vif sentiment d'humiliation a traversé l'opinion du pays, d'autant que le drame s'est joué à proximité immédiate de ses eaux territoriales. Dans ces conditions, il serait

³ Les Indiens représentent plus du tiers de la population des Émirats arabes unis.



illusoire de penser que la marine indienne puisse contribuer à garantir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz.

Le désir de l'Inde de témoigner sa solidarité aux monarchies du CCG se heurte à un obstacle sur lequel elle n'a aucune prise : les dissensions croissantes entre Riyad et Abou Dhabi. Ces désaccords, notoires depuis près d'une décennie, avaient publiquement éclaté fin décembre 2025 lorsque les dirigeants saoudiens, ulcérés par la stratégie suivie par le président émirien Mohammed ben Zayed (MbZ), avaient bombardé au sud du Yémen des unités alliées d'Abou Dhabi. On aurait pu croire que face aux bombardements iraniens, les monarchies arabes auraient serré les rangs, c'est le contraire qui s'est produit, Abou Dhabi critiquant le manque de solidarité des autres pays arabes – et du CCG – s'est retiré de l'OPEP+ et a bénéficié de la protection antiaérienne d'Israël, tandis que les autres pays du CCG, hormis Bahreïn, choisissaient une attitude de retenue pour ne pas couper les ponts avec l'Iran, malgré les dommages causés par les frappes de missiles et de drones. Pour l'Inde, qui déteste arbitrer entre des pays amis, cette division entre Arabes du Golfe représente un terrible dilemme. Elle fait de son mieux pour ne pas couper les ponts avec l'Arabie saoudite, si importante pour elle, mais les lignes de fractures se sont déjà dessinées et s'approfondissent : en septembre 2025, Ryad et Islamabad ont conclu un pacte stratégique incluant un « parapluie nucléaire » pakistanais et le 19 janvier 2026, Mohammed Ben Zayed, lors d'une visite éclair à New Delhi, concluait avec Modi un accord-cadre pour un partenariat de défense. Autrement dit, aux yeux de tous, l'Inde a fait le choix des Émirats arabes dans le bras de fer qui oppose ses derniers à l'Arabie saoudite, même si c'est à contrecœur.

Les fondements de la doctrine indienne en question

Cette polarisation au Moyen-Orient coïncide avec un autre revers majeur pour la diplomatie indienne : la réhabilitation de son rival historique à la faveur des crises régionales.

Le retour en force du Pakistan dans l'arène internationale

L'une des plus grandes réussites des dix premières années du gouvernement Modi était d'avoir marginalisé le Pakistan sur la scène internationale en découplant les relations de ses partenaires de celles qu'ils pouvaient avoir avec son dangereux voisin, accusé dans toutes les instances de soutenir le terrorisme transfrontalier, notamment en Inde. Les voyages de dirigeants étrangers enchaînant une étape à New Delhi avec une autre à Islamabad appartenaient définitivement au passé. Pourtant, la Guerre des Quatre jours qui a mis aux prises Inde et Pakistan entre le 7 et le 10 mai 2025 a brutalement remis en cause cet acquis : le cessez-le-feu a été annoncé par le président américain Trump avant que les belligérants le fassent et il s'est prévalu d'un rôle de médiateur que les Indiens ont toujours nié. Qui plus est, les Pakistanais ont finement joué leur partition après-guerre, en faisant l'éloge de Donald Trump, en le proposant pour le prix Nobel de la paix. Ce dernier, qui n'est pas insensible à la flatterie, a dépeint le chef de l'armée pakistanaise Asim Munir comme son « maréchal préféré » et multiplié les remarques positives envers le Pakistan et son premier ministre Shebhaz Sharif.



Autant dire que l'annonce selon laquelle le Pakistan se proposait comme médiateur entre la République islamique d'Iran et les États-Unis, et qu'il était accepté comme tel par les deux belligérants, a été mal reçue à New Delhi. Cependant, on s'est bien gardé de le dire publiquement afin de ne pas irriter l'hôte de la Maison Blanche, réputé pour ses réactions imprévisibles et dont l'Inde s'efforce de ménager les faveurs. Cette mauvaise humeur, à défaut d'être exprimée officiellement, s'est traduite par des articles grinçants critiquant à la fois le Pakistan et les pays qui lui offrent un brevet d'honorabilité. Mais la limite de cette posture est que l'Inde elle-même est notoirement absente du marché mondial de la négociation, et depuis longtemps, alors même que ses bonnes relations avec l'Iran, les États-Unis et les monarchies du Golfe devraient lui permettre de jouer un tel rôle. Mais ce serait contraire à son ADN diplomatique consistant à éviter de prendre des positions pour ne fâcher aucun de ses interlocuteurs.

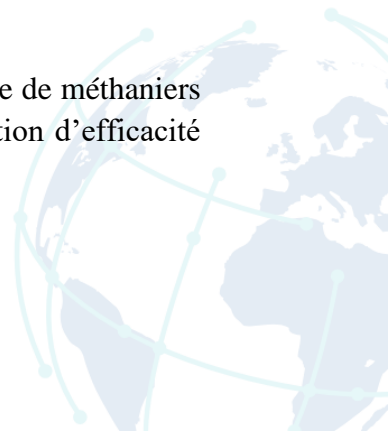
Le facteur Trump déstabilise New Delhi

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, rien ne se passe comme espéré pour les autorités indiennes. Après une année de menaces tarifaires au terme de laquelle l'Inde a fini par renoncer pour l'essentiel à acheter du pétrole russe à prix sacrifiés, la dérogation accordée pour un mois par Washington pour alléger la pression sur les prix mondiaux du brut n'offre qu'un répit temporaire. Quant aux négociations sur un accord douanier, elles s'éternisent en dépit des déclarations optimistes de part et d'autre. Tout comme les autres dirigeants de la planète, le gouvernement indien a été placé devant le fait accompli par les États-Unis et ses préoccupations, tant économiques que stratégiques, n'entrent nulle part dans l'équation du président américain.

Au Moyen-Orient, un multi-alignement inégal

Si les fondements de la diplomatie en Asie de l'Ouest (Moyen Orient) sont théoriquement inchangés, la guerre a montré que pour Narendra Modi, certains partenaires comptaient davantage que d'autres. Sa proximité avec Benyamin Netanyahou, démontrée lors de la visite à Jérusalem des 25 et 26 février, a été critiquée par le parti du Congrès comme s'éloignant de la politique d'équilibre entre pays arabes et Israël qui était une constante de la diplomatie de l'Inde depuis trois décennies. Le soutien appuyé à Israël et aux Émirats arabes unis après les représailles iraniennes, et le retard pris dans les contacts avec l'Iran après le déclenchement de la guerre ont également fait tiquer un certain nombre de diplomates indiens à la retraite s'exprimant vraisemblablement au nom de collègues toujours en activité mais tenus par le devoir de réserve. Ces anciens diplomates et des universitaires s'aventurent même à s'interroger sur le bien-fondé de la stratégie de Narendra Modi qui semble s'éloigner du « multi-alignement », pilier central de la diplomatie indienne théorisé par le ministre des Relations extérieures S. Jaishankar, concept qui avait pris la suite du non-alignement prôné depuis l'indépendance.

En fin de compte, la communication renouée avec Téhéran a permis le passage de méthaniers et d'autres navires à destination de l'Inde, mais on est loin d'une démonstration d'efficacité diplomatique de New Delhi.



La connectivité menacée

Ce qu'il est convenu d'appeler la « connectivité » est une priorité de la politique étrangère indienne, tout particulièrement depuis que la Chine a lancé en 2013 son programme de « Nouvelles routes de la soie » (*Belt and Road Initiative, BRI*). Deux projets emblématiques de cette connectivité sont désormais sérieusement compromis : le port iranien de Chabahar et le couloir Inde–Moyen-Orient-Europe (connu sous son acronyme anglais IMEC).

Chabahar, qui donne sur la mer d'Arabie, concurrence directement le port pakistanais de Gwadar, 170 km plus à l'Est, développé avec l'aide de la Chine et élément clé de la BRI chinoise. En 2016, l'Inde s'est engagée à développer Chabahar. Ce port iranien, partiellement géré par une entreprise indienne, était vu comme un maillon essentiel de la connectivité indienne vers l'Afghanistan et, au-delà, vers l'Asie centrale. Washington y a mis fin en supprimant l'exemption aux sanctions fin avril 2026. Ce retrait de Chabahar fait les affaires de Pékin, dont le port concurrent de Gwadar s'affirme désormais comme la seule alternative viable pour l'accès de l'Asie centrale à la mer d'Arabie. La guerre d'Iran offre par ailleurs à la Chine l'opportunité de consolider ses achats de brut iranien à des prix préférentiels, creusant un écart stratégique supplémentaire avec une Inde contrainte d'acheter au prix du marché.

Quant à l'IMEC, à peine annoncé lors du sommet du G20 de Delhi en septembre 2023, il était mis en pause du fait de la guerre de Gaza qui a éclaté quelques semaines plus tard, compromettant le secteur occidental du couloir (Israël-Europe). Avec la guerre d'Iran, c'est désormais le segment oriental d'IMEC (Inde-Émirats arabes unis) qui est à l'arrêt. Certes, les conflits n'ont qu'un temps. Mais l'incertitude qu'ils produisent impacte les investissements sur une durée plus longue.

Les BRICS révèlent les contradictions du Sud global

Alors que l'Inde préside les BRICS+⁴ en 2026, son gouvernement se montre très discret à ce sujet, contrairement à sa posture en 2023, alors même qu'elle se voit comme la porte-parole du Sud global. Les divisions entre les membres du groupe et son refus de trancher publiquement les désaccords l'expliquent largement. Ces divisions se sont manifestées lors de la réunion ministérielle qui s'est tenue à New Delhi les 14 et 15 mai 2026, notamment par l'opposition frontale entre deux membres récents du club, protagonistes du conflit en cours depuis le 28 février, l'Iran et les EAU.

L'Iran s'est opposé à deux paragraphes du projet de communiqué, l'un reconnaissant l'Autorité palestinienne comme autorité légitime en Palestine et l'autre sur la liberté de navigation en Mer Rouge. L'Inde a pour sa part refusé que soit nommé Israël dans le

⁴ Les BRICS+ comptent actuellement 10 membres à part entière, répartis sur quatre continents, depuis l'élargissement de janvier 2024 et l'adhésion de l'Indonésie début 2025. Les cinq membres historiques constituent le socle du groupe : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (depuis 2011). Quatre pays ont officiellement intégré le groupe en janvier 2024 : Iran, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie. L'Indonésie a complété le groupe en rejoignant les BRICS+ au début de 2025.



déclenchement de la guerre. Faute de communiqué commun rencontrant le consensus des membres des BRICS+ comme cela avait été le cas l'année précédente sous présidence brésilienne, l'Inde a publié une « déclaration de la présidence » de 63 paragraphes mentionnant « les réserves d'un membre » sur les deux paragraphes litigieux. Rien n'indique pour l'heure que ces désaccords seront résolus avant le prochain sommet qui devrait se tenir en septembre dans la capitale indienne, ce qui contrarie les ambitions du pays de se présenter en chef de file des pays émergents.

Conclusion

Trois mois après le début des frappes sur l'Iran, le gouvernement de Narendra Modi est confronté à des choix qu'il a longtemps cherché à différer. La priorité est de ne pas sortir affaibli de la séquence actuelle et de reconstruire les ressources du pays. Sur le plan économique, le premier ministre a lancé un appel à l'austérité, enjoignant à ses compatriotes de diminuer la consommation d'essence, les voyages à l'étranger et l'achat d'or. Lors de sa brève étape à Abou Dhabi le 15 mai, il a obtenu des Émirats arabes unis une expansion du stockage de pétrole brut émirati dans les réserves stratégiques pétrolières indiennes (*Strategic Petroleum Reserves*) et un accord d'approvisionnement à long terme en GPL (gaz de pétrole liquéfié).

Au niveau diplomatique, il s'agit désormais pour l'Inde de trancher d'un côté entre multi-alignement favorisant l'autonomie stratégique (qui reste la politique officielle jusqu'à présent) et de l'autre une remise en cause de celle-ci en assumant publiquement des choix entre différents acteurs, avec une préférence marquée pour Israël et les Émirats arabes unis. La première option a la préférence de l'institution diplomatique, telle qu'exprimée par l'ancien conseiller à la sécurité nationale du premier ministre Manmohan Singh, Shivshankar Menon⁵, la seconde est articulée par l'influent analyste de politique étrangère C Raja Mohan⁶ qui appelle la diplomatie indienne à sortir de ses ambiguïtés et assumer clairement ses choix.

Quoi qu'il en soit, le débat sur les deux piliers de la stratégie indienne (multi-alignement et autonomie stratégique) n'est plus un tabou. Car c'est bien la Chine qui, silencieusement, engrange les bénéfices de la séquence en cours : consolidation de ses achats de brut iranien à prix préférentiel, affirmation de Gwadar comme seule alternative à Chabahar pour l'accès de l'Asie centrale à la mer d'Arabie, et affaiblissement de la posture de « fournisseur net de sécurité » que New Delhi revendiquait dans l'océan Indien. La réponse qui sera apportée à ce débat devra tenir compte d'un paramètre crucial : faire en sorte que la Chine ne soit pas la seule gagnante au détriment de l'Inde.

⁵ « Rather than getting involved in others' quarrels or engage in mediation, the greatest contribution that India can make at this time is to continue to manage its own development and security well », in « India's Role in a Disordered World », *Foreign Policy*, 13 mai 2026.

⁶ « In a shifting world order, five principles should guide India's diplomacy », C Raja Mohan, *Indian Express*, 13 mai 2026.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

www.fmes-france.org

Institut FMES

Maison du numérique et l'innovation

Place Georges Pompidou

83000 Toulon



@institutfmes



@InstitutFMES



Institut FMES



Boussole
stratégique



FMES